

**Qu Xing\***

## ***STADE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHINE SELON LES CRITÈRES INTERNATIONAUX***

La Chine, depuis qu'elle s'est lancée dans ses réformes et son ouverture politique, a fait des progrès en termes de développement économique et social qui retiennent l'attention du monde. L'économie nationale de la Chine se place désormais parmi les premières du monde. La Chine est devenue le troisième plus important actionnaire de la Banque Mondiale, l'un des trois pays dans le monde à avoir envoyé des hommes dans l'espace, le plus grand exportateur mondial, le premier producteur mondial d'automobiles, et ce pays est à la tête des plus importantes réserves de changes étrangers au monde.

De quoi attiser la curiosité de plusieurs médias internationaux quant au stade de développement de la Chine. Est-elle encore un pays en développement ? La clé de la réponse à cette question dépend des critères choisis par les organisations internationales pour évaluer les stades de développement. Un certain nombre de critères utilisés par les organisations internationales faisant le plus autorité indiquent effectivement que, vu son niveau actuel de développement, on doit encore classer la Chine parmi les pays en voie de développement. L'ONU répartit les pays du monde en trois catégories : les pays les moins avancés, ceux en développement et les régions développées.

On range la Chine parmi les « régions en développement ». Pour chaque pays, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) calcule un « indice de développement humain » en fonction de trois critères – espérance de vie moyenne, éducation et niveau de vie ; en 2009, la Chine s'est vue décerner la note 92, et un indice de développement de 0,772 – ce qui en fait un pays émergent ayant atteint un « niveau moyen de

---

\* QU Xing, professeur et diplomate, a été Vice-Président de l'Institut de Diplomatie de Pékin puis Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade de Chine à Paris. Il préside aujourd'hui l'Institut chinois des Etudes internationales (CIIS).

développement ».

Les 31 pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) sont traditionnellement considérés comme des pays développés, mais la Chine n'en fait pas partie actuellement, pas plus qu'elle ne figure sur la liste des pays qu'on envisage d'y inscrire. L'OCDE est d'avis que Chine, Brésil, Inde et Afrique du Sud n'ont que « le potentiel de devenir membres à l'avenir. »

La Banque Mondiale classe les pays en fonction de leur PIB par habitant et d'une gamme très complète de facteurs : développement économique et social, des sciences et technologies, de leur culture et éducation, de la santé, des dépenses de consommation et de leur compétitivité. Cette méthode est plus scientifique et plus crédible que celle du PNUD. La comparaison établie par la Banque Mondiale entre les données chinoises les plus récentes en termes de développement économique et social et celles des autres pays permet de tirer facilement les conclusions qui suivent.

## **I/ la Chine aura, et pour longtemps encore, une économie forte mais à faible PIB par habitant**

Selon les données fournies en 2010 par la Banque Mondiale dans son Rapport Mondial sur le Développement, le PIB de la Chine était de 3,8993 trillions de dollars en 2008, le troisième du monde, avec un revenu national brut (RNB) moyen par habitant de seulement 2940 dollars, la plaçant au 130<sup>e</sup> rang mondial. En conséquence, la Banque Mondiale a rangé la Chine dans le « groupe des pays à revenu moyen inférieur » avec un écart considérable par rapport à la moyenne de ceux du groupe moyen supérieur. Les données publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en 2009 indiquent que la Chine, en fonction du PIB moyen par habitant, s'est classée au 104<sup>e</sup> rang en 2008, ce qui situe également ce pays au niveau moyen inférieur.

## **II/ Les structures industrielles et d'emploi en Chine ainsi que son taux d'urbanisation étaient typiques des pays à revenu moyen inférieur**

Le rapport de la Banque Mondiale indique que la part des trois secteurs industriels dans le PIB chinois était respectivement de 11 %, 49 % et 40 % en 2008, situation qui s'écarte de celle des pays développés dans les domaines suivants :

**Premièrement, on relève une importance excessivement élevée du secteur industriel primaire.** Dans les pays développés, l'industrie primaire ne représente normalement pas plus de 5 % du PIB – contre 11 % du PIB pour la Chine en 2008.

**Deuxièmement, elle dépend trop du secteur de production industrielle.** Dans les pays développés, l'industrie secondaire est principalement tournée vers la fabrication de produits haut de gamme et ne représente généralement pas plus de 30 % du PIB ; le secteur manufacturier de la Chine représentait 49 % du PIB en 2008 et il se situe en grande partie à l'extrémité inférieure de la chaîne de valeur industrielle.

**Troisièmement, le secteur chinois des services accuse un retard relatif.** Dans les pays développés, le secteur tertiaire représente une moyenne de 65 % du PIB. Aux États-Unis, l'industrie tertiaire se compose en majorité d'industries de services modernes, comptant pour 76,9 % du PIB en 2009. La part moyenne du PIB fournie par le secteur des services dans l'Union européenne approche également les 70 %, alors qu'en Chine le secteur des services représente seulement 40 % et peut plus ou moins s'assimiler à celui des États-Unis entre 1820 et 1870. En outre, la contribution en pourcentage du secteur à forte intensité de connaissances au sein du tertiaire est très faible.

De même, la structure de l'emploi en Chine est de loin inférieure à celle des pays développés. Le rapport 2008 de la Banque Mondiale indique que, de 2002 à 2004, la proportion de la population active engagée dans la production agricole en Chine représentait 44,1 % de l'emploi total, mais le même indice aux États-Unis sur la même période se situait entre seulement 0,58 % et 2 %. En Chine, la proportion d'actifs dans le secteur secondaire correspond à celle constatée aux États-Unis entre 1870 et 1910. La proportion de la population active dans l'industrie tertiaire se situe normalement entre 60 % et 80 %. Le chiffre correspondant pour la Chine n'est que de 33,2 %, à peu près le niveau des États-Unis au début de son industrialisation.

On constate un écart très net entre le niveau d'urbanisation chinois et celui des pays développés. Selon le rapport 2009 de la Banque mondiale, le taux d'urbanisation de la Chine atteignait 40,4 % en 2005 – inférieur à la moyenne mondiale (47 %). Les projections fondées sur les progrès actuels de l'urbanisation indiquent que, d'ici 2015, le taux d'urbanisation de la Chine pourrait atteindre 49,2 %, mais c'est encore inférieur, et de loin, au 75 % des pays développés.

### **III/ On relève un grand écart entre la Chine et les pays développés au niveau du développement social**

**Premièrement, la Chine n'a qu'une faible capacité d'innovation scientifique et technologique.** Les dépenses chinoises en R&D sont très inférieures à celles des grands pays développés. En 2008, les dépenses de la Chine en R&D ont totalisé 461,6 milliards de yuans, soit 1,45 % de son

PIB, alors que les dépenses moyennes dans les pays membres de l'OCDE représentaient 2,25 % du PIB en 2005. Depuis déjà longtemps, l'intensité de la R&D aux États-Unis atteint les 2,27 % et celle du Japon est de plus de 3 %. Des études indiquent que lorsque l'intensité de R&D d'un pays n'excède pas 1 %, la R&D technologique ne parvient à produire que des applications technologiques. Lorsque l'intensité de R&D atteint les 1 % à 2 %, la R&D tend à améliorer les technologies, et quand l'intensité de R&D est supérieure à 2 %, la R&D technologique produit des innovations technologiques. De ce point de vue, les investissements chinois en R&D n'en sont encore qu'au stade de l'amélioration des technologies existantes.

Par rapport aux 12 indices examinés dans le *Global Competitive-ness Report* de 2009-2010 publié par le Forum Économique Mondial, la Chine s'est classée au 79<sup>e</sup> rang mondial quant à la maturité de ses sciences et technologies. Les entreprises chinoises ont peu d'équipements de R&D et des capacités insuffisantes en ce domaine. La plupart des brevets utilisés en Chine pour exploiter des inventions relatives aux hautes technologies ont été déposés par l'étranger. Dans le domaine des transmissions radio, communications mobiles, semi-conducteurs, médecine occidentale et ordinateurs par exemple, les entreprises à capitaux étrangers représentent 93 %, 91 %, 85 %, 69 % et 60 % respectivement. D'autre part, 80 % de la recherche scientifique des pays développés est menée par de grandes entreprises nationales.

**Deuxièmement, le gouvernement consacre un budget insuffisant à l'éducation.** La Chine dépense beaucoup moins pour l'éducation que les pays développés ; elle ne dispose pas de personnels hautement et moyennement qualifiés et son niveau global en ressources humaines est bien plus bas que celui des pays développés et des pays industriels émergents. La faible proportion de la population chinoise ayant obtenu un diplôme d'études secondaires s'oppose comme un goulot d'étranglement aux efforts visant à améliorer la qualité des ressources humaines chinoises. La moyenne mondiale des dépenses d'éducation est de 4,9 % du PIB et dans la plupart des pays elles ne sont généralement pas inférieures à 4 %. La Chine s'est fixée depuis longtemps d'atteindre 4 % de son PIB en dépenses d'éducation mais, selon les statistiques du Livre Vert de la Population et du Travail publié en 2009 par l'Académie Chinoise des Sciences Sociales, les investissements réels dans l'enseignement public en Chine ne représentent que 2,4 % du PIB. Dans les pays développés, on relève qu'une proportion élevée de la population est diplômée du supérieur ou titulaire d'un diplôme d'études secondaires : 35 % aux États-Unis et 23 % en Corée du Sud. Or, selon le Rapport 2003 sur l'Enseignement et les Ressources Humaines en Chine (premier du genre jamais publié par le ministère chinois de l'Éducation), la scolarité moyenne des Chinois âgés de

15 ans et plus atteignait à peine 7,85 années, et 7,42 années dans le cas de la population âgée de 25 ans et plus. La moyenne de ces deux chiffres correspond à un niveau inférieur à la classe de cinquième des collèges, niveau semblable à celui des États-Unis il y a 100 ans et près de quatre ans inférieur à celui de la Corée du Sud.

**Troisièmement, les installations médicales et de santé chinoises sont gravement sous-développées.** Selon un rapport publié en avril 2009 par la Mission Résidente en RPC du Service des affaires économiques de la Banque asiatique de développement, le total des dépenses publiques d'éducation et de santé en Chine ont représenté moins de 4,5 % du PIB, chiffre largement inférieur au niveau international. Les dépenses publiques des pays de l'OCDE, quant à eux, atteignent en moyenne 13 % environ.

#### **IV/ La Chine a encore beaucoup à faire en termes de distribution des revenus et de structure des dépenses de consommation**

Ces dernières années, le développement rapide de l'économie chinoise a considérablement augmenté la taille de son économie mais également creusé l'écart entre riches et pauvres. Selon le Rapport 2009 de l'ONU sur le Développement Humain, le coefficient de Gini chinois était de 0,415 – plus élevé que ceux de pays développés comme la France (0,327), la Suisse (0,337), les États-Unis (0,408), et supérieur également à celui de pays en développement tels que la Roumanie (0,315), la Malaisie (0,379) et l'Inde (0,368). Cela indique qu'il s'est creusé en Chine un trop grand écart entre les revenus. Ces dernières années, la Chine a fait de grands progrès pour réduire la pauvreté, mais il y a encore beaucoup à faire pour aider les pauvres.

L'écart est énorme entre le niveau des dépenses de consommation en Chine et celui des pays développés. En 2003, les dépenses de consommation par habitant en Chine ne représentaient que 8,8 % de celles des consommateurs américains. Bien qu'on ait constaté une augmentation significative des dépenses de consommation ces dernières années, elles n'ont représenté en 2008 que 15,4 % des dépenses des consommateurs américains. La structure des dépenses de consommation en Chine est encore concentrée sur la satisfaction des besoins élémentaires. La nourriture est toujours l'élément majeur des dépenses des consommateurs chinois, et celles consacrées aux services sont largement inférieures. En 2008, les dépenses d'alimentation représentaient 33,1 % des dépenses totales de consommation en Chine, mais dans la même année, la proportion des dépenses alimentaires aux États-Unis n'était que de 6 %. En 2008, la consommation chinoise de services représentait 40,1 %, alors qu'elle atteignait les 66,4 % aux États-Unis. Le ratio entre les dépenses de consommation et le PIB en Chine est non seulement inférieur à celui des

pays développés, mais inférieur également à celui d'un certain nombre de pays en développement. La même année, ce ratio était de 35,3 % pour la Chine, 70,1 % pour les États-Unis et 54,7 % pour l'Inde.

## **V/ La Chine a fait des progrès considérables dans le renforcement de sa compétitivité globale, mais les progrès de sa modernisation restent encore nettement à la traîne**

La Chine arrive au 20<sup>e</sup> rang dans le classement 2009 de la compétitivité internationale, publié dans le « *World Competitiveness Yearbook* » par « *Institute for Management Development (IMD)* », à Lausanne en Suisse. Celui-ci indique que la Chine obtient de bons résultats dans le développement de l'économie domestique, du commerce international, de l'emploi, des finances publiques, du marché du travail et de l'infrastructure scientifique, mais qu'elle n'est pas aussi compétitive qu'on pourrait s'y attendre en termes d'investissement international, de droit des affaires, de pratiques de gestion, de santé et d'environnement. Dans le *Global Competitiveness Report 2009-2010* publié par le Forum économique mondial, la Chine arrivait 29<sup>e</sup> au classement général, gagnant une place par rapport à l'année précédente, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer efficacité et infrastructures.

L'indice de modernisation de la Chine en 2006 était de 38, alors que l'indice mondial moyen est de 53, et elle s'est classée 50<sup>e</sup> dans le rapport sur la modernisation de la Chine en 2009, publié par l'Académie Chinoise des Sciences. Lors de la récente publication par cette Académie de son Rapport mondial 2010 sur la modernisation dans le monde, elle y a introduit un nouveau concept : l'indice de développement humain. Cet indice est une moyenne des progrès d'un pays ou d'une région dans cinq domaines, à savoir la santé et l'espérance de vie, le niveau moyen d'éducation, le partage de l'information, la qualité de l'environnement et le niveau de vie moyen. Selon cet indice, la Chine s'est classée 63<sup>e</sup>.

Depuis plus de 30 ans de réformes et d'ouverture, des changements considérables ont été opérés en Chine et le pays s'est placé parmi les premiers du monde en termes de puissance globale et de compétitivité dans certains domaines. Le PCC a très bien réussi à conduire le peuple chinois sur la voie d'un socialisme aux caractéristiques chinoises. La plupart des indices relatifs au développement économique et social, à l'éducation, la santé, la science et la technologie, indiquent que la Chine est encore un pays en développement et qu'elle a encore un long et ardu chemin à parcourir pour parvenir à se moderniser. D'un point de vue dialectique, toutefois, un retard est aussi synonyme de potentialité, et la Chine dispose d'un vaste potentiel de développement continu.



Il est notoire que la Chine remplit toujours ses obligations internationales. L'ancien président Mao Zedong a un jour publiquement déclaré que « la Chine doit apporter une plus grande contribution à l'humanité ». Malgré les extrêmes difficultés économiques dont souffrait la Chine dans les années 1950 et 60, elle a fait tout son possible pour soutenir et apporter son aide aux pays asiatiques et latino-américains aspirant à l'indépendance nationale et au développement de leurs économies. La Chine a déployé de grands efforts pour aider l'économie mondiale à se remettre de la crise financière asiatique de 1997 et de la crise financière internationale de 2008. Lors de catastrophes internationales telles que le tsunami dans l'océan Indien, le séisme en Haïti et les inondations pakistanaises, la rapidité avec laquelle la Chine a fourni de l'aide en matériels et personnels a fortement impressionné la communauté internationale. La Chine a partiellement épongé l'énorme dette des pays africains, leur a fourni une aide importante pour se développer, et les bénéficiaires lui ont exprimé toute leur reconnaissance.

La Chine a activement contribué à rendre le monde plus harmonieux et elle remplira volontiers ses obligations internationales. Cependant, il serait injuste d'imposer à ce pays des « responsabilités » exagérées, au point de menacer son propre développement économique et social – exigences qui seraient disproportionnées par rapport à son niveau de développement.

*Texte traduit de l'anglais par Dominique Macabies.*